

CLIMATE INVESTMENT FUNDS

SREP/SC.13/3
19 avril 2015

Réunion du Sous-comité du SREP
Washington
Mercredi 13 mai 2015

Point 3 de l'ordre du jour

**RAPPORT D'ACTIVITÉ SEMESTRIEL DU SREP
(RÉSUMÉ)**

DÉCISION PROPOSÉE

Ayant examiné le *Rapport d'activité semestriel du SREP* (document SREP/SC.13/3), le Sous-comité du SREP prend note des progrès des activités menées par le SREP, en particulier dans les nouveaux pays pilotes. Le Sous-comité prie instamment les BMD de collaborer étroitement avec les gouvernements et les autres parties prenantes dans les pays du SREP pour accélérer la préparation et la mise en œuvre des plans d'investissement au titre du SREP

I. INTRODUCTION

1. Le présent rapport fournit au Sous-comité du SREP des informations actualisées sur l'état d'avancement des activités du Programme de valorisation à grande échelle des énergies renouvelables dans les pays à faible revenu (SREP). Il couvre la période du 1^{er} octobre au 31 décembre 2014.

II. DOSSIERS STRATÉGIQUES DU SREP

Expansion

2. Après la décision prise par le Sous-comité en juin 2014 de sélectionner 14 nouveaux pays pilotes associés au SREP, le nombre de pays participant au SREP a augmenté de 13 à 27. Des progrès considérables ont été accomplis pour renforcer l'engagement des nouveaux pays associés au SREP. Les banques multilatérales de développement (BMD) ont coopéré étroitement avec les gouvernements et d'autres acteurs dans la majorité des nouveaux pays pour promouvoir la mise en œuvre des plans d'investissement au titre du SREP. Au mois de février 2015, une BMD chef de file avait été identifiée dans 13 des 14 nouveaux pays pilotes. Des missions de cadrage ont été entreprises par les BMD dans sept pays (Bangladesh, Cambodge, Ghana, Haïti, Nicaragua, Ouganda et Rwanda), et des missions conjointes ont également été menées ou prévues dans ces pays. Des missions de cadrage sont prévues au Bénin et en Zambie en avril 2015 ; des travaux préparatoires sont en cours pour d'autres pays. Le Ghana, Haïti et le Nicaragua devraient soumettre leurs plans d'investissement au Sous-comité du SREP en mai 2015 pour approbation.

Mobilisation du secteur privé

3. L'Unité administrative des CIF et les BMD souhaitent proposer la mise en place d'un mécanisme du SCF pour le secteur privé. Ce mécanisme aurait pour objectifs de contribuer à améliorer l'offre par le biais 1) de procédures souples et mieux adaptées à la manière dont les promoteurs de projets et les investisseurs réalisent leurs investissements, 2) d'une meilleure réponse du marché induite par le fait que la structure et l'échelle toutes nouvelles permettent de répondre plus rapidement à la demande et aux opportunités commerciales dans les pays participant au SCF et 3) l'élargissement du champ pour l'élaboration des projets, étant donné le nombre plus élevé de pays et la possibilité d'un accès transversal aux trois programmes du SCF.

Progrès et difficultés dans l'exécution des projets

4. Pour beaucoup de pays pilotes actuels, l'élaboration et la soumission des projets du SREP au Sous-comité pour financement continuent de se heurter à des problèmes de retard. Plusieurs pays participant au programme du SREP sont confrontés à des problèmes politiques, de sécurité et de santé. L'arrivée d'un nouveau gouvernement à la suite des élections au Honduras a permis aux BMD de renouer le dialogue avec les autorités et de passer des accords sur la promotion de projets dans le cadre des priorités nationales. La situation de la sécurité au Yémen a retardé la préparation du plan d'investissement. Au Libéria, les opérations ont dû être arrêtées à cause de l'épidémie d'Ebola. En outre, l'évolution des conditions du marché, les questions liées aux contrats, les cadres réglementaires, les capacités institutionnelles des organismes d'exécution sont autant de facteurs qui ont contribué aux retards accusés dans divers pays et projets.

Gestion des savoirs

5. Compte tenu de la part importante de l'énergie géothermique dans le portefeuille du SREP et de l'occasion qu'elle offre d'avoir des échanges croisés avec les pays du CTF, l'énergie géothermique a été retenue comme sous-secteur/technologie prioritaire pour l'apprentissage au titre du SREP et du CTF. La sélection de 14 nouveaux pays pilotes par le Sous-comité du SREP a donné lieu à une autre priorité d'échange de connaissances et d'apprentissage au cours des derniers mois : aider les nouveaux pays à mieux comprendre les politiques et les procédures des CIF et du SREP, ainsi que le processus de planification des investissements.

Atelier des nouveaux pays pilotes

6. L'Unité administrative des CIF a organisé, en collaboration avec le Gouvernement des Pays-Bas, un atelier à l'intention des nouveaux pays pilotes du SREP à la Haye les 26 et 27 février 2015 en vue d'accompagner ces pays dans le processus d'élaboration de leurs plans d'investissement. L'atelier a été pour quelques pays pilotes actuels ayant accompli des progrès notables dans l'exécution de leurs plans d'investissement l'occasion et le cadre indiqué pour échanger des connaissances et tirer des leçons de l'expérience ; il a permis aux nouveaux pays pilotes de partager leurs premières expériences.

Rencontres sur l'énergie géothermique

7. L'Unité administrative a prévu d'organiser en collaboration avec l'Initiative en faveur des politiques climatiques (CPI) une série de trois rencontres d'échanges en 2014 et 2015. L'objectif visé est de réunir les principaux acteurs du financement de l'énergie géothermique dans l'optique d'un partage d'expériences international et de la recherche d'enseignements susceptibles d'aider à accroître le financement du secteur. Ces rencontres rassemblent des représentants de pays bénéficiaires de financements des CIF (SREP et CTF) aux projets d'énergie géothermique et de quelques pays non associés aux CIF. Les promoteurs de projets et les investisseurs, ainsi que les BMD et d'autres parties prenantes participent à ces rencontres.

III. SITUATION DU SREP

8. Au 31 décembre 2014, le Sous-comité du SREP avait approuvé les plans d'investissement de 11 pays pilotes pour une allocation indicative totale de 408 millions de dollars de financements du SREP à 39 projets et programmes. De plus, le Sous-comité a approuvé sept idées de projet au titre de la réserve pour la mobilisation du secteur privé totalisant 92,4 millions de dollars de financements du SREP. Au total, le Sous-comité avait approuvé 161,44 millions de dollars pour le financement des activités au titre du SREP, soit plus de 32 % de l'allocation indicative totale du SREP au titre des plans d'investissement et réserves approuvés. Au 31 décembre 2014, le Sous-comité avait approuvé le financement de 15 projets et programmes pour un total de 141,5 millions de dollars. S'agissant des 15 projets et programmes pour lesquels le financement a été approuvé par le Sous-comité, le montant total des cofinancements attendus s'élève à 1,13 milliard de dollars, ce qui donne un ratio global SREP/cofinancement de 1:82. Depuis le dernier rapport d'activité semestriel, le Sous-comité a approuvé un nouveau projet au

Honduras (5,5 millions de dollars) et un nouveau don pour la préparation de projet (0,8 million de dollars) au Vanuatu.

Décaissements

9. Les décaissements au titre du SREP ont augmenté de 50 % entre le 30 juin et le 31 décembre 2014, passant de 10,5 millions de dollars à 15,5 millions de dollars. Cette croissance est principalement due aux décaissements effectués pour des projets au Kenya, en Éthiopie et aux Maldives.